

**Colloque du Forum Afrique-Canada**  
**Les 4 et 5 octobre, 2010**

*Enjeux de paix et sécurité en Afrique :*  
*Un programme de la société civile en faveur de la démocratisation*

**Notes biographiques**

**Hakima Abbas** est présentement la directrice adjointe de **Fahamu**, une organisation panafricaine qui soutient le mouvement pour la justice sociale en Afrique par la diffusion des connaissances; le développement du leadership par la formation et le renforcement des capacités; et en offrant une plateforme pour le plaidoyer et la communication. Avant d'occuper ce poste, Madame Abbas était analyste politique pour l'initiative de surveillance de l'Union africaine (UA) de Fahamu. Cette initiative cherche à améliorer l'engagement des citoyens et de la société civile envers l'UA et ses différents organes.

Madame Abbas a travaillé plus de 10 ans dans le domaine des droits de la personne et de la justice sociale pour différentes organisations internationales et des ONG. Elle détient une maîtrise en affaires internationales de Columbia University et a rédigé plusieurs articles et publié de nombreux ouvrages portant sur des thèmes allant de, entre autres : aide et réparation, paix et sécurité en Afrique du Nord, les droits des peuples et des personnes en Afrique, le rôle de la diaspora à l'Union africaine.

**Gaëlle Breton-Le Goff** est professeure associée à l'Université du Québec à Montréal où elle enseigne le droit international des droits de la personne. Gaëlle Breton-Le Goff détient un doctorat en droit international de l'Université McGill. Consultante en droit international, elle a travaillé pour le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de la personne, le Ministère des affaires étrangères et du Commerce international et pour des ONG des droits de la personne. Membre de la Coalition pour les droits des femmes en situation de conflits, elle milite pour mettre un terme à l'impunité entourant les violations des droits fondamentaux des femmes et les violences sexuelles. Elle a plus spécifiquement travaillé sur la question des violences sexuelles perpétrées durant le génocide Rwandais, le conflit au Sierra Leone et en RDC.

**Marc Kapenda** milite activement pour la démocratie en R.D.C. depuis 1990. Il a connu des ennuis sous le régime Mobutu à cause de ses opinions politiques à Kinshasa où il fut mobilisateur pour l'Union pour la Démocratie et le Progrès social de 1990 à 1994. Recherché par les services secrets de Mobutu, il a décidé de quitter le Congo pour s'établir au Canada depuis 1994. Marc détient une maîtrise en éducation et une maîtrise en Science politique de l'Université d'Ottawa. En 2003, il a défendu une thèse de maîtrise intitulée: « La dynamique du nationalisme québécois ». À part son travail de professeur de langue à l'Université d'Ottawa, Marc est très impliqué dans des organisations communautaires. Il est vice-président du groupe Canadiens pour les Droits Humains au Congo (CDHC), porte-parole de l'Union de la Diaspora Congolaise du Canada (UDCC) et co-fondateur du Congrès des Congolais du Canada (CCC).

**Nadim Kara** est directeur de campagne - Ressources naturelles, à Partenariat Afrique Canada. Il s'est joint à l'équipe de PAC après quatre années comme conseiller en politiques dans le secteur des minéraux et des métaux (SMM) à Ressources naturelles Canada. À SMM il a mis de l'avant un certain nombre d'initiatives visant à améliorer la performance sociale et environnementale du secteur minier canadien. Auparavant, Nadim avait travaillé en développement social et communautaire dans la ville de Vancouver, plus particulièrement dans le domaine des politiques sociales concernant les enfants, les jeunes et les familles. Il a également travaillé sur la consommation éthique et sur diverses initiatives d'investissement responsable. Il détient un baccalauréat en relations internationales de l'Université de la Colombie-Britannique et une maîtrise en sciences politiques (gouvernance globale) de l'Université York.

**Justin Laku** (prononcez Hüstin) est un Canadien d'origine soudanaise. Il a grandi au Soudan, où il a été éduqué, de même qu'en Égypte et en Allemagne. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent principalement sur le rôle de la diaspora africaine dans le développement en Afrique et le mythe de l'aide au développement en Afrique. Hüstin a publié plusieurs articles.

À l'échelle internationale, Hüstin a travaillé pour la mission des Nations-Unies en Iraq, au Soudan et à titre de conseiller du Secrétaire d'État canadien pour l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie pacifique au ministère des Affaires étrangères et du commerce international. Il a également travaillé pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à Ottawa. Hüstin est un des membres fondateurs de l'Association de la diaspora africaine du Canada. Il a contribué à la mise sur pied du *Sudan Health Care Project (SHCP)* qui œuvre à l'amélioration des soins de santé publics au Sud Soudan par le transfert technologique, le développement professionnel et le renforcement des capacités. De plus, Hüstin a prononcé des conférences sur des questions soudanaises aux États-Unis, dans les universités canadiennes, au Collège militaire royal du Canada à Kingston, à Rome, Berlin, Innsbruck, Genève, Londres, en Slovénie et à Amsterdam. À titre de membre d'un groupe conseil sur le Soudan, Hüstin travaille aussi étroitement avec les Nations-Unies, les acteurs étrangers et d'autres agences gouvernementales sur les enjeux liés au Soudan.

**John Lewis** est le coordinateur du programme des droits humains à KAIROS. Il travaille dans le domaine des droits de la personne et le développement démocratique depuis 10 ans. Récemment, il a accompagné les civils affectés par la guerre au Darfour, au Soudan, et il a travaillé comme observateur d'élections dans l'Est de la République démocratique du Congo, aux côtés des membres de société civile congolaise. Il détient un doctorat en théorie politique de l'Université de Toronto.

**Netsai Mushonga** est la coordonatrice nationale de la Coalition des femmes du Zimbabwe. Elle détient un diplôme universitaire en sciences sociales, et plusieurs diplômes sur les questions d'égalité entre les sexes et la construction de la paix. De plus, elle poursuit des études en vue de l'obtention d'une maîtrise en études sexospécifiques. Netsai a une grande connaissance des questions liées à la non-violence, la construction de la paix, les droits fondamentaux des femmes, et en matière de mobilisation et d'organisation des femmes à l'échelle nationale. Elle était membre du conseil d'administration de *International Fellowship of Reconciliation* et responsable en chef de la formation en genre et non-violence pendant 5 ans. Présentement, elle siège au conseil d'administration de *Women Peacemakers Programme* pour le bureau genre Afrique.

La Coalition des femmes du Zimbabwe a offert le refuge aux survivantes de la violence politique en 2008, incluant des conseils relativement aux traumatismes et une protection pour les femmes face aux agents de l'État. La Coalition a mené et mobilisé avec succès le mouvement des femmes pour plaider en faveur d'une Loi sur la violence domestique au Zimbabwe. Présentement, la Coalition poursuit ses efforts de mobilisation des femmes en vue de leur participation à la réforme de la constitution.

**Paul Okumu** est coordonnateur du secrétariat de la Plate-forme des OCS africaines sur les principes de partenariat. ACPPP est une plate-forme continentale qui se veut une réponse collective aux défis posés par l'environnement interne et opérationnel des OSC. Pour ce faire, elle s'appuie sur le renforcement des capacités des OSC nationales et régionales à relever ces défis, sur la mobilisation collective des OSC, le partage des connaissances, et l'établissement d'un ensemble de principes qui engagent les gouvernements et leurs partenaires de développement.

Paul est également directeur du partenariat pour *SISA Centre for Corporate Partnership*, une organisation régionale qui s'appuie sur le potentiel des Africains et du secteur privé pour soutenir et prendre en charge les initiatives financées par les donateurs. *SISA Centre for Corporate Partnership* travaille en Afrique avec le secteur privé, les ONG africaines, les philanthropes traditionnels ainsi qu'une nouvelle génération de philanthropes connus comme investisseurs sociaux. Paul est membre fondateur du *Kenya Social Investment Forum*, une initiative du secteur privé et des donateurs pour exploiter le vaste potentiel de la Bourse pour réunir des capitaux pour le développement.

**John Siebert** est directeur général de Project Ploughshares depuis 2005. Fondé en 1976, Project Ploughshares, le centre œcuménique pour la paix du Conseil canadien des églises, se concentre principalement sur la recherche et l'élaboration de politiques en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération; la non-militarisation de l'espace, le contrôle et la réduction des armes conventionnelles, notamment les armes légères; la construction de la paix avec les partenaires dans la Corne de l'Afrique et les Antilles; et une évaluation critique de la politique étrangère et de défense du Canada du point de vue de la sécurité humaine.

John a publié plusieurs articles sur les processus de paix au Soudan et en Ouganda; la construction d'une architecture pour la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique et le rôle du Canada en Afghanistan. Avant de rejoindre Project Ploughshares, John a travaillé pour plusieurs ONG, entre autres sur les droits de la personne et des peuples autochtones pour l'Église unie du Canada de 1992 à 1998. De 1982 à 1986, il était agent du service extérieur pour le ministère des affaires étrangères et du commerce du Canada. À ce titre, il a été en poste à l'ambassade canadienne à Washington comme adjoint de direction auprès de l'ambassadeur.

**Brian Tomlinson** est analyste principal des politiques (aide) au Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Il a plusieurs publications à son actif sur les questions de coopération internationale, notamment sur les enjeux politiques reliés à l'aide internationale. Récemment, il représentait le CCCI au Groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Il est présentement actif au sein

du Global Facilitating Group du Forum ouvert sur l'efficacité du développement des OSC et sur le comité de coordination de Better Aid, une coalition qui coordonne l'engagement des organisations de la société civile dans le plaidoyer sur les questions relatives à la réforme de l'aide auprès du CAD de l'OCDE et du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide.

Brian est également vice-président du réseau Reality of Aid, la seule initiative non-gouvernementale nord-sud d'importance qui se concentre sur les analyses et le plaidoyer des politiques et pratiques pour l'éradication de la pauvreté. Le réseau Reality of Aid rassemble plus de 40 réseaux de la société civile œuvrant en coopération internationale répartis dans 22 pays donateurs en Asie, dans les Amériques et en Afrique. Brian a joint le CCCI en 1995 après plusieurs années de service avec CUSO pour le programme des Amériques et auparavant avec Oxfam Canada comme agent des affaires politiques.